

# La litispendance (art. 62-65 CPC)

## Début (62 I)

Dépôt de la requête de conciliation (202)

Dépôt de la demande (220; 244)

Dépôt de la requête en justice (252)

Dépôt de la requête commune en divorce (285)

## Moment exact du dépôt (143 I et II)

Remise de l'acte au greffe

Remise de l'acte à la poste

Remise à une représentation diplomatique suisse

Accusé de réception électronique du tribunal

Attestation de dépôt de l'acte introductif d'instance (62 II)

## Effets de la litispendance (64)

Impossibilité de porter le litige devant une autre autorité

Perpétuation de la compétence à raison du lieu

Fixation de la valeur litigieuse

Sauvegarde des délais

Même objet du litige

Mêmes parties

Pour la compétence à raison du lieu et de la matière

De droit fédéral

De droit cantonal

## Interruption de la litispendance

### Retrait de l'action

Désistement d'action : acte déjà notifié à la partie adverse (65)

Désistement d'instance

Abandon des conclusions

Acte pas encore notifié à la partie adverse

Incompétence de l'autorité

Pour la demande ou la requête en justice

Vaut jugement passé en force (241 II)

Exception: sauvegarde de l'instance (63)

Réintroduction de la demande auprès de l'autorité compétente

Délai de 1 mois dès le premier dépôt

Aussi si le 2e tribunal saisi se déclare également incompétent : décision d'irrecevabilité du 1er tribunal ne lie alors pas l'autorité qui doit se prononcer lors du recours contre le refus du 2e tribunal (ATF 138 III 471 c. 6)

### Décision d'irrecevabilité

Pour cause d'incompétence

Pour vice de forme

Autres cas

### Echec de la conciliation

Sauf si (209):  
• Litige porté devant l'autorité de jugement  
• Délai de 3 mois / 30 jours

Pas si action rejetée pour défaut de légitimation active ou passive car question de droit matériel et non procédural (4A\_316/2012)

Possibilité de réintroduire l'action ultérieurement tant que les délais légaux ne sont pas échus